

EMPLOI & TERRITOIRES

En Côte d'Or

Bilan 2009 de l'emploi du secteur privé et du marché du travail en Côte d'Or

Les effets de la crise économique s'amplifient en 2009

Le bilan de l'année 2009 concernant l'emploi et le marché du travail est encore plus sombre que celui de l'année 2008. La Côte-d'Or a perdu 3 300 emplois salariés.

L'industrie a enregistré une chute historique, la plupart de ses secteurs étant durement touchés. Echappent à la tourmente quelques secteurs relevant de l'énergie ou de l'économie « verte ». La crise s'est propagée au secteur de la construction, globalement déficitaire. Les pertes dans le commerce, relativement faibles encore l'an passé, ont explosé. Les services ont constitué le seul point de satisfaction. Malgré une moindre hausse qu'en période d'expansion, ils ont crû plus qu'en 2008 grâce au soutien des activités de services aux personnes (santé et action sociale notamment).

L'activité intérimaire a été en 2008 la première victime de la crise. Elle a immédiatement chuté pour s'ajuster à la diminution d'activité. En 2009, sous l'effet de la propagation de la crise à l'ensemble de l'économie, les stocks ont encore régressé mais moins fortement.

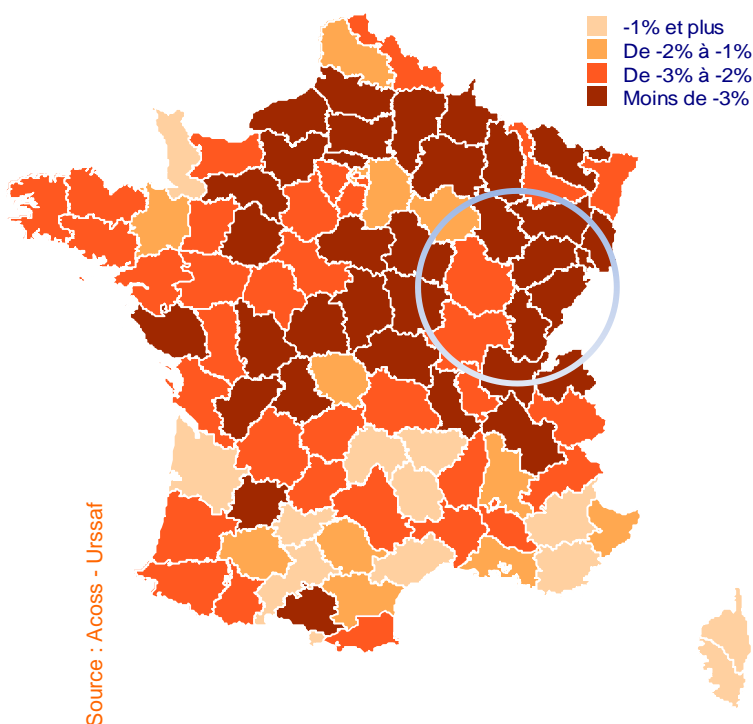
La couronne dijonnaise a été le seul territoire à ne pas perdre d'emploi en 2009. Sur plus longue période, l'agglomération beaunoise a montré le plus grand dynamisme.

L'agglomération dijonnaise peut se prévaloir d'être une des agglomérations du Grand Est qui s'est le plus développée depuis 2003 (création nette d'emploi +2,6% entre 2003 et 2009).

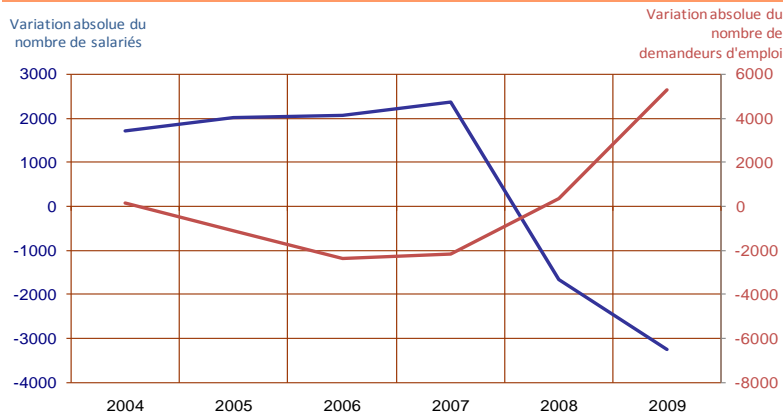
Sur le marché du travail, la demande d'emploi a augmenté de 21% et totalise 6000 demandeurs de plus en fin d'année 2009 par rapport à la fin d'année 2008. La dégradation a été encore plus importante qu'en 2008, les réductions d'emploi se répercutant sans délai sur le marché du travail. Le stock de la demande d'emploi en Côte d'Or est revenu à son niveau de 2003.

Seuls, le pays de Seine-et-Tiltes et l'agglomération de Beaune se situent en 2009 largement en dessous du stock de 2003.

Evolution annuelle de l'emploi salarié en 2009



Les effets de la crise économique : baisse de l'emploi salarié entraîne immédiatement une hausse de la demande d'emploi



Sources : Acooss - Urssaf et STMT - Directe de Bourgogne/SEPES - Pôle emploi

Evolution en Côte-d'Or

L'emploi salarié par grand secteur

Secteur activités	Effectif (milliers)	Evol 09/08	Evol 09/03
Industrie	30,0	-5,7%	-13,2%
Construction	13,4	-2,6%	+15,4%
Commerce	24,5	-4,0%	-1,3%
Services (hors TT)	89,5	+1,0%	+9,7%
Travail temporaire	4,4	-18,0%	-26,4%
Ensemble	161,8	-2,0%	+2,0%

Source : Acoess - Urssaf

Les effets de la crise se sont accentués en 2009

En 2009, les effets de la crise sur l'emploi en Côte d'Or (- 3 300 postes supprimés) sont encore plus marqués qu'en 2008 (-1 700). L'an passé le repli a été essentiellement provoqué par la chute de l'activité intérimaire par ajustement à la récession. L'intérim a poursuivi sa baisse sur le premier semestre 2009 pour ensuite se stabiliser à un niveau historiquement bas. Ne pouvant plus jouer sur le volant intérimaire, l'industrie a été en 2009 le secteur qui a détruit le plus d'emplois. Commerce et construction ont enregistré eux aussi une dégradation de leurs effectifs. Seuls les services (hors intérim) ont légèrement progressé grâce à la très bonne tenue de quelques activités. Le département a été malgré tout avec la

Les demandeurs d'emploi par famille professionnelle

Familles Professionnelles	Demandeurs d'emploi de Cat.ABC	Evol 09/08	Evol 09/03
Ensemble	30 049	+21,4%	+0,6%
dont			
Agriculture, marine, pêche, sylviculture	1 169	+30,2%	+20,4%
Bâtiment, travaux publics	2 446	+38,7%	+52,5%
Mécanique, travail des métaux	1 381	+20,4%	-1,5%
Industries de process	1 371	+3,6%	-2,8%
Industries légères (bois, industries graphiques)	396	+21,8%	-22,5%
Maintenance	827	+29,4%	+6,2%
Tourisme et transport	2 936	+22,2%	+9,9%
Gestion, administration	3 261	+19,7%	-28,8%
Commerce	4 070	+22,0%	-1,0%
Hôtellerie, restauration, alimentation	1 667	+19,6%	+23,3%
Services aux particuliers (emplois familiaux, sécurité...)	5 640	+13,7%	+5,2%
Communication, information, spectacle	1 173	+11,1%	-11,3%
Santé, action sociale, culturelle et sportive	1 334	+12,5%	+6,1%

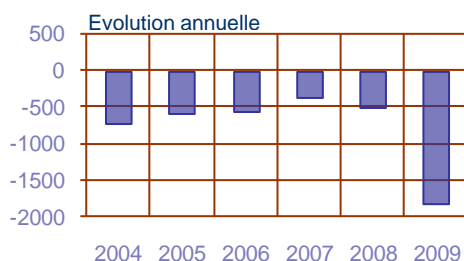
Source : STMT - Direccte de Bourgogne/SEPES - Pôle emploi

Saône-et-loire, un de ceux qui a le moins reculé dans le Grand-Est. L'Yonne et la Nièvre dans la région ont été plus durement éprouvés par les restructurations industrielles. Fin 2009, parmi les familles professionnelles les plus en difficultés figurent les secteurs rattrapés par la crise, la construction et le commerce notamment. L'industrie n'est pas épargnée (maintenance, travail des métaux). Dans les services, le compartiment marchand (tourisme, transport par exemple) est plus touché. Dans le non marchand (santé, action sociale, services aux particuliers), la demande d'emploi a augmenté plus faiblement en raison d'une meilleure orientation conjoncturelle de ces activités.

Evolution de l'effectif salarié dans les principaux secteurs d'activités (Source Accos - Urssaf)

Industrie :

Chute historique de l'emploi industriel

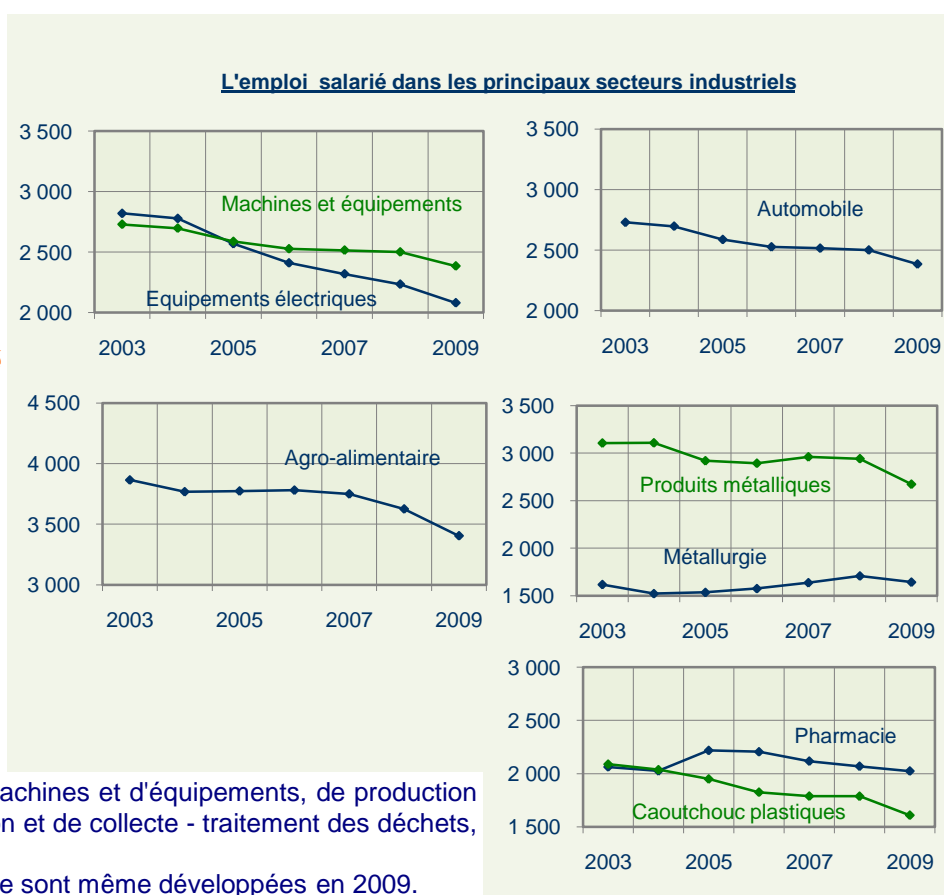


Plus d'un emploi sur 10 a été supprimé depuis 2003

De 2004 à 2009, l'industrie a perdu 4 500 emplois (soit 13% de son stock à fin 2003). De nombreux secteurs structurants font l'objet de restructurations entamées dès 2004 mais ne sont pas pour autant épargnés par la crise. Les industries alimentaires, du plastique, des produits métalliques, des produits informatiques-électroniques-optiques, des équipements électriques, des machines et équipements et de l'automobile, ont figuré parmi les plus en retrait.

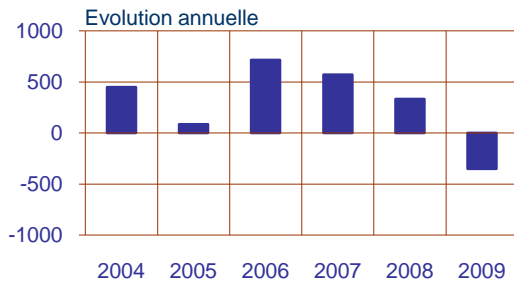
Néanmoins, les activités d'installation de machines et d'équipements, de production de gaz - d'électricité, de fabrication de boisson et de collecte - traitement des déchets, ont créé des emplois sur les six années.

Les industries de la boisson et des déchets se sont même développées en 2009.



□ Construction :

□ La crise s'est propagée au secteur de la construction

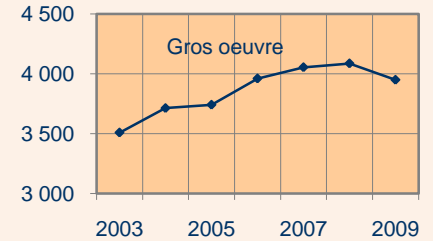
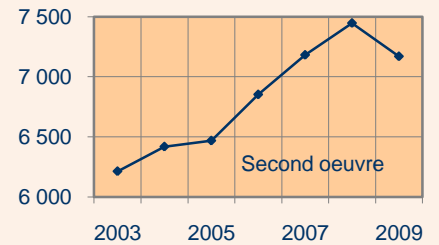
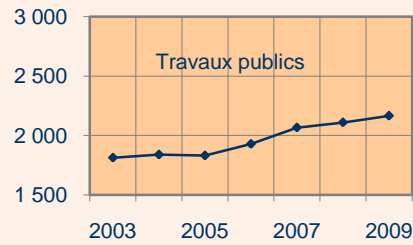


Le secteur des travaux publics n'a pas encore été rattrapé par la crise économique grâce aux investissements des collectivités

Les effets de la crise ne se font réellement sentir qu' à partir de l'année 2009 (-350 postes). Le gros et le second oeuvre ont été en repli tandis que les travaux publics ont bénéficié du dynamisme de la construction de routes et d'autoroutes. Dans le second oeuvre, les travaux d'installation d'équipements thermiques et climatiques, d'installation électrique et de peinture - vitrerie ont régressé. Les travaux de menuiserie au contraire ont bien résisté.

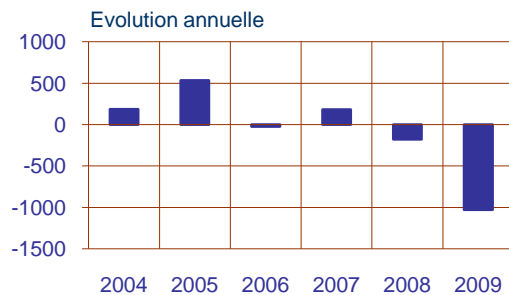
Sur les six dernières années, la construction est largement restée excédentaire (+ 1 800 emplois). Le second oeuvre y a le plus contribué. Les travaux de menuiserie et surtout d'installation d'équipements thermiques et climatiques ont enregistré les plus fortes augmentations.

L'emploi salarié dans les trois branches de la construction



□ Commerce :

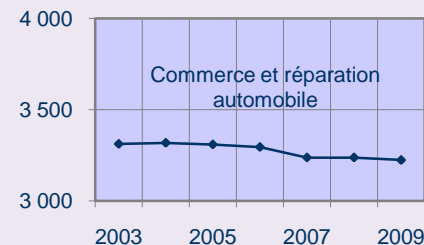
□ Les salariés du commerce moins nombreux qu'en 2003



Le commerce de gros a subi un revers brutal en 2009

L'année 2009 a été une année noire pour le commerce qui a supprimé 1 000 emplois. La baisse de consommation des ménages dès 2008 a eu des répercussions rapides sur le commerce de détail. Ce dernier a perdu autant de postes en 2008 qu'en 2009 (300 postes). Les activités de commerce en magasin non spécialisés et spécialisés ont affiché les plus fortes diminutions en 2009. Le commerce de gros a été atteint au contraire plus tardivement mais son ajustement a été brutal en 2009. Le commerce de gros spécialisé a fortement reculé notamment sous l'effet du repli

L'emploi salarié dans les trois grands secteurs du commerce

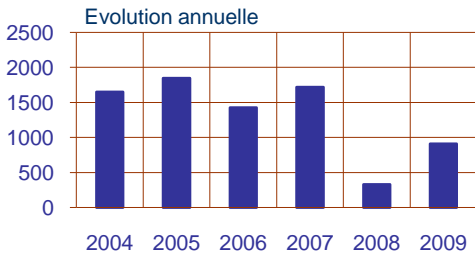


du second oeuvre dans le bâtiment. En 2008, le succès de la prime à la casse a permis de maintenir l'emploi dans le commerce et la réparation automobile. En 2009, la mesure n'a pas pu totalement endiguer la baisse dans ce secteur où l'emploi a tendanciellement décliné depuis 2005.

Au total, les effectifs salariés du commerce se sont retrouvés à un niveau inférieur à celui de 2003. La chute du commerce de gros en 2009 en a été la principale cause.

□ Services (hors intérim) :

□ Impact limité de la crise dans les services



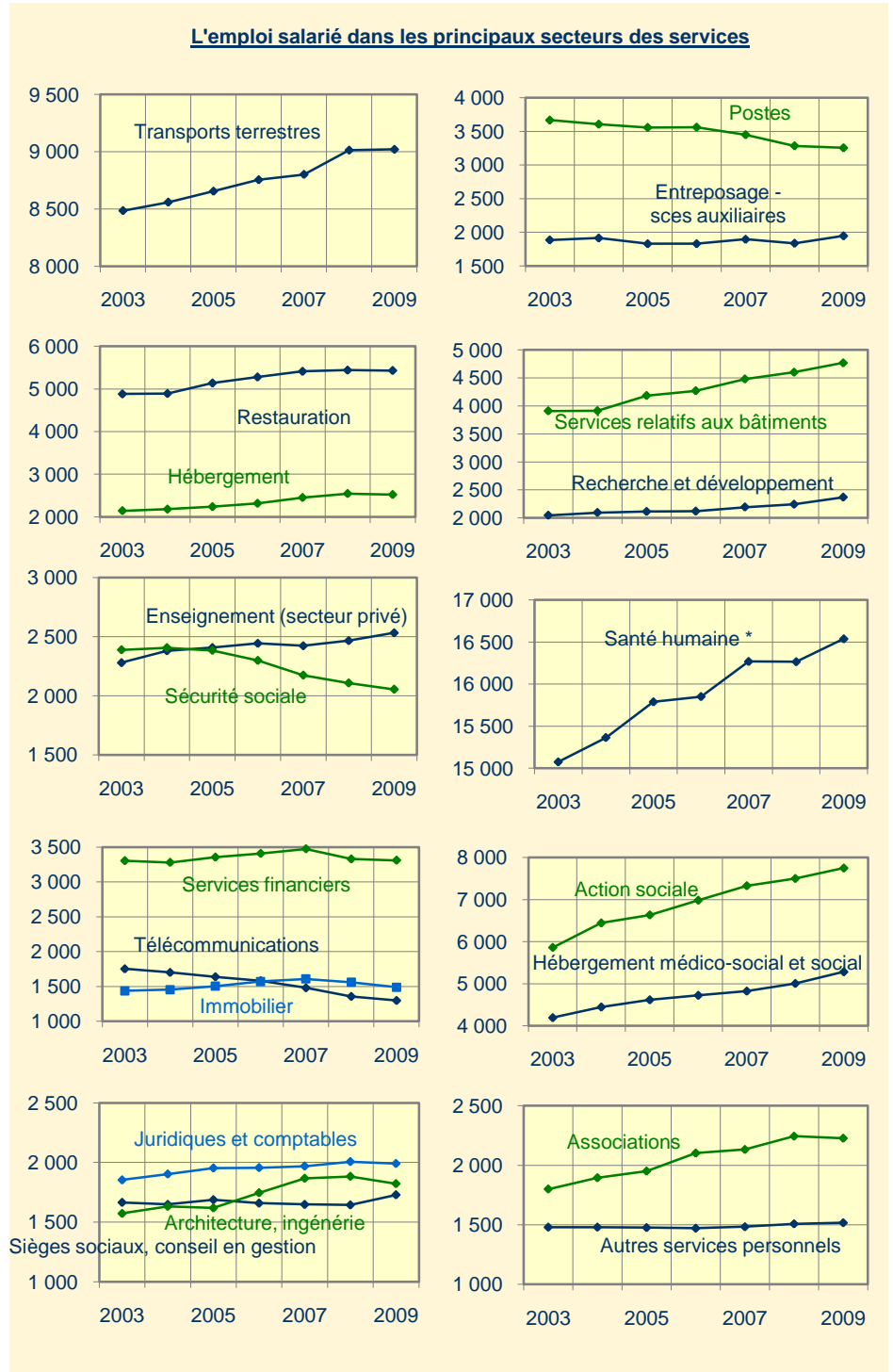
La santé et l'action sociale ont tiré vers le haut l'activité des services

Dans l'ensemble, les services ont moins pâti de la crise que les autres grands secteurs d'activités. Bien que nettement moins dynamique en 2008, la création d'emploi n'a jamais cessé et le bilan 2009 est en progression (+ 900 postes).

L'hôtellerie, les services financiers, l'immobilier et les activités d'architecture - ingénierie ont été les plus marqués par la crise. Les baisses apparaissant dans le secteur des postes, des télécommunications ou de la Sécurité sociale, ont davantage concerné des restructurations engagées de longue date. Le dynamisme de l'ensemble des services a été assuré par la très bonne orientation d'activités semblant être passé au travers de la crise. Elles relèvent du domaine médico-social auquel il faut ajouter les activités de nettoyage et de recherche et développement.

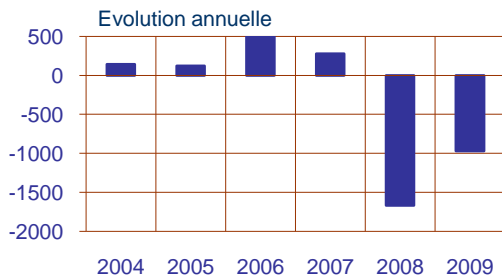
Sur les six ans, l'emploi a crû de 7 900 postes portés par les mêmes secteurs résistants à la crise. Les activités auxiliaires de services financiers et d'assurance ainsi que le transport routier de fret ont également participé à cet essor.

* Rq: la santé humaine comprend la composante privée et publique

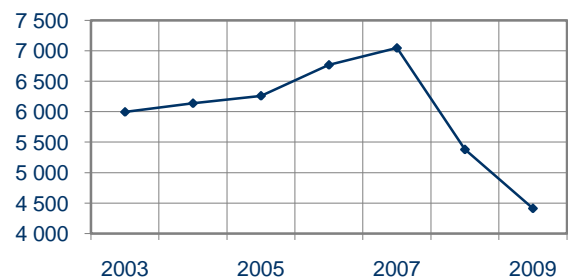


□ L'activité intérimaire

□ L'activité intérimaire, première victime de la crise



L'emploi intérimaire



Les effectifs intérimaires à un très bas niveau

L'industrie, la construction, les services et le commerce dans une moindre mesure ont recouru à l'intérim pour ajuster leurs effectifs aux évolutions de la conjoncture économique. Orienté à la baisse dès le repli du PIB en 2008, le niveau des effectifs intérimaires a perdu près de 2 600 emplois en deux ans pour se situer à un très bas niveau.

La situation dans les territoires

Depuis 2003, la situation évolue plus favorablement dans les zones urbaines

	Emploi salarié en 2009			Demandeurs d'emploi de Cat.ABC en 2009		
	Effectif (milliers)	Variation annuelle (%)		Effectif 31.12.2009	Variation annuelle (%)	
		Evol 09/08	Evol 09/03		Evol 09/08	Evol 09/03
Beaunois - agglomération	14,5	-2,8%	+4,9%	2 267	+15,2%	-6,9%
Auxois Morvan nord	8,8	-4,4%	+3,1%	1 881	+22,7%	+7,7%
Dijonnais - hors agglomération	9,1	+0,3%	+3,0%	2 626	+29,1%	+2,7%
Dijonnais - agglomération	107,2	-1,6%	+2,6%	16 442	+20,4%	-0,3%
Auxois Morvan sud	4,5	-1,3%	+0,0%	958	+19,5%	-2,6%
Seine-et-Tiltes	4,5	-1,2%	-2,5%	976	+21,8%	-5,2%
Saône Vingeanne	3,9	-6,1%	-2,7%	1 753	+24,6%	+10,3%
Châtillonnais	3,5	-3,2%	-4,3%	1 224	+20,9%	+14,4%
Beaunois - hors agglomération	5,9	-4,4%	-5,1%	1 858	+24,3%	-2,6%
Côte d'Or	161,8	-2,0%	+2,0%	30 049	+21,4%	+0,6%

Sources : Acoiss - Urssaf et STMT - Direccte de Bourgogne/SEPES - Pôle emploi

La situation de l'emploi sur l'agglomération de Beaune est restée globalement excédentaire entre 2003 et 2009

Le canton de Beaune-ville offre un assez large panel d'activités, l'emploi y est assez bien réparti. De 2003 à 2007, les effectifs salariés de **l'agglomération de Beaune** ont progressé de 9% (+ 1200 postes). Le poids de l'emploi dans les secteurs du commerce de gros et de détail (respectivement 13% et 10% de l'emploi total) est important dans l'agglomération. Jusqu'en 2008, l'augmentation des emplois a prévalu dans l'ensemble des secteurs d'activités hormis celui de l'industrie. Or, depuis un an la crise affecte de différentes manières les secteurs d'activité. Le commerce, le transport-entrepôt, l'hébergement ont plutôt bien résisté à la fin de l'année 2008 mais se sont fortement dégradés durant l'année 2009 enregistrant une perte de près de 120 postes. Les travaux de construction spécialisés, les activités immobilières et la restauration sont les premiers secteurs touchés par la crise courant d'année 2008 et cumulent une perte de 180 salariés. Depuis deux ans, les services relatifs aux bâtiments, les activités pour la santé humaine et l'hébergement médico-social et social ont le plus augmenté et sont restés les seuls porteurs d'emplois. La crise a particulièrement affecté le secteur de l'intérim, principale variable d'ajustement (-200 postes).

Entre-temps, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 15% depuis la fin 2008. A la fin 2009, le stock de demandeurs d'emploi sur l'agglomération de Beaune est resté néanmoins à un niveau inférieur de celui de 2003 contrairement à d'autres territoires qui l'ont dépassé en 2008.

Après une année 2008 plutôt satisfaisante, le secteur de l'industrie du pays Auxois-Morvan Côte-d'Orien accuse le coup en 2009

La métallurgie et les activités pour la santé humaine sont les deux premiers secteurs d'activités du pays d'**Auxois-Morvan-Nord** et regroupent en 2009 respectivement 13% et 22% de l'emploi total. Les cantons de Montbard et de Venarey-les-Laumes sont dominés par de grands établissements qui conditionnent le niveau d'emploi dans la zone. Jusqu'en 2008, l'industrie gagne des effectifs dans les activités de métallurgie, d'industrie alimentaires, du cuir et de la chaussure. A l'opposé, la situation s'est dégradée en 2009 entraînant une perte de près de 200 postes. Simultanément le fléchissement de l'activité s'est traduit par une suppression équivalente de postes intérimaires.

Parallèlement, l'année 2009 s'est clôturée avec un stock de demandeurs d'emploi plus élevé qu'en 2008 (+23%) et ils représentaient environ 12% de la population active estimée à cette période.

La chute des emplois industriels a induit d'importantes mutations de l'appareil productif dans la couronne dijonnaise

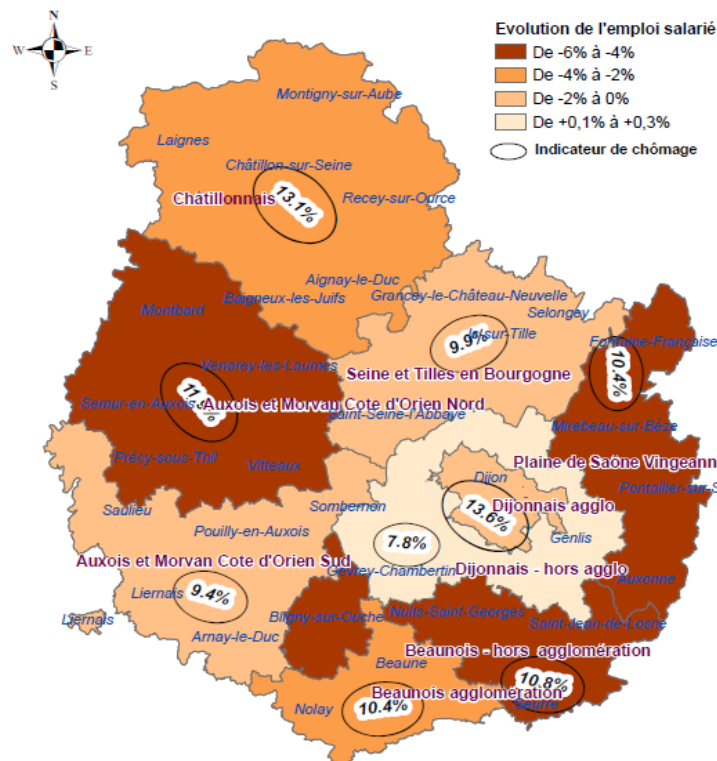
Le secteur de l'industrie a perdu 28% de ses effectifs (-1 100 postes) en six ans. Pendant ce temps, celui des services a vu ses effectifs augmenter de 38% (+970 postes). Les activités présentes sur les **communes du bassin dijonnais hors agglomération** ont réussi à stabiliser leurs effectifs salariés entre 2008 et 2009. Alors que les activités du secteur de l'industrie ralentissent très nettement en 2009 (- 334 postes) (activités de fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, de machines et équipements), les activités de transport et entrepôt, hébergement médico-social et social sont devenues très dynamiques (+ 300 postes).

Cependant, l'ensemble des communes hors agglomération dijonnaise enregistrent en moyenne la plus forte évolution annuelle de demandeurs d'emploi entre 2008 et 2009 (+29%). Mais le poids estimé de demandeurs d'emploi relativement à la population active y est le plus faible du territoire (8%).

En 2009, l'industrie et le commerce ont connu de fortes réductions d'emploi en un an dans l'agglomération dijonnaise

Dans l'agglomération dijonnaise, le secteur des services regroupent 66 000 personnes en 2009 contre 60 000 six ans plus tôt. Cette évolution résulte principalement de créations d'emplois durant toute la période dans les services de santé et d'action sociale où les effectifs sont passés de 17 200 en 2003 à 20 300 à la fin 2009 (+18%). Dans la recherche-développement scientifique les effectifs ont également fortement progressé (+35%). L'agglomération occupe une position spécifique dans le secteur des services en raison du nombre d'emploi qu'il rassemble (62% de l'emploi total) qui tient à son rôle de métropole régionale. L'industrie a fortement régressé (-1 200 postes) tandis que d'autres activités comme la construction ont été créatrices d'emplois (1 300 postes) entre 2003 et 2008. Cette dernière n'est cependant pas épargnée par la crise, notamment dans la construction de bâtiment qui a vu s'effacer tous les gains d'emploi récoltés depuis 2003.

Simultanément, le nombre de demandeurs d'emploi sur l'agglomération est devenu aussi important qu'en 2003. Parmi les familles professionnelles les plus confrontées aux difficultés économiques figurent le bâtiment (+350 personnes en demande d'emploi par rapport à fin 2008), le commerce (+360 personnes).



Sources : Acoos - Urssaf et STMT - Directe de Bourgogne/SEFES - Pôle emploi

Définition :

L'indicateur de chômage tel qu'il est calculé ici est le rapport entre les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A+B+C et la population active estimée au 31.12.2009. Celle-ci est déterminée en faisant l'hypothèse d'une évolution constante de la population active. L'évolution mensuelle moyenne de la population active observée entre 1999 et 2006 serait identique entre 2006 et 2009.

Cet indicateur est différent de la définition du taux de chômage localisé (ancienne appellation du chômage au sens du BIT) proposée par l'Insee.

L'Auxois-Morvan Sud a plutôt bien résisté à la crise

Si depuis 2003, le territoire de l'**Auxois-Morvan-Sud** a globalement gardé le même nombre d'emplois, la répartition des emplois a changé. Les impacts de la crise ont favorisé une restructuration du tissu industriel. Les pertes engendrées dans le secteur de l'industrie automobile et de la fabrication de produits en caoutchouc et plastique ont suffisamment été comblées par les créations d'emplois dans les activités liées à réparation et l'installation de machines et d'équipements, de la construction et du commerce de détail.

Au même moment, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté mais à un rythme moins important qu'en moyenne sur le territoire. La partie sud du pays a enregistré une des plus faibles variations annuelles du nombre de demandeurs d'emploi (+19,5%). Celui-ci est resté en-deçà de son niveau de 2003. De plus, la part estimée de demandeurs d'emploi relativement à la population active est égale à 9,4%.

Malgré la crise, les emplois industriels restent encore présents sur le territoire du pays Seine-et-Tilles

En 2009, le secteur des services regroupait près de 53% des emplois du pays Seine-et-Tilles, l'industrie 27%. La perte des emplois industriels a été le principal facteur explicatif de la tertiarisation de l'économie locale. Hormis, le canton d'Is-sur-Tille, l'emploi est resté très concentré dans quelques grands établissements. Les 4 plus gros employeurs des cantons de Selongey et de Saint-Seine-l'Abbaye concentrent plus de la moitié des salariés. La fabrication de produits métalliques et les transports figurent comme les premier et deuxième secteurs d'activité marchands par leur nombre d'emplois (22% de l'emploi total). Mais depuis six années ces activités ont régressé au profit des activités de construction et de services. D'autres activités spécifiques comme la fabrication d'équipements électriques et celle de produits en caoutchouc, et en plastique se retrouvent parmi les dix premiers secteurs et emploient près de 8% de l'emploi total.

L'évolution de l'emploi observée entre 2003 et 2007 s'est accompagnée d'un développement dans le secteur associatif et des services de santé et d'action sociale. Elles sont restées jusqu'à aujourd'hui porteuses d'emplois. Les travaux de construction et de fabrication de produits en caoutchouc ont été créateurs d'emploi jusqu'en 2008 mais comme le secteur du commerce de gros, ont été les premiers touchés par la récession économique.

En 2009, les pertes d'emploi engendrées ont été moins importantes que sur le reste du territoire notamment grâce à la progression soutenue des services.

Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 22% entre décembre 2008 et décembre 2009. L'année 2009 s'est clôturée par un nombre de demandeurs d'emploi moins important qu'en 2003 mais la vitesse à laquelle évolue le nombre de demandeurs d'emploi est telle que le niveau de 2003 sera vite rattrapé, toutes choses égales par ailleurs.

Le pays Plaine de Saône Vingeanne a connu la plus forte dégradation des emplois entre 2008 et 2009 (-6,1%)

L'économie reste encore très industrielle : l'industrie regroupe aujourd'hui autant d'emplois que le tertiaire (36% des salariés). Les gains d'emploi entre 2003 et 2008 se sont contestés dans les industries alimentaires, l'hébergement social, et la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques. L'économie est relativement bien diversifiée avec un paysage économique varié sauf sur le canton de Fontaine-Française où l'offre d'activité est moins importante. Par contre, sur les cantons de Mirebeau-sur-Bèze et Pontailler-sur-Saône les 10 plus gros employeurs concentrent plus de 47% de l'emploi. Les secteurs relevant de la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, de produits en caoutchouc et plastique, de l'industrie chimique étaient des activités relativement bien représentées mais ont connu de lourdes pertes. Ils regroupaient globalement plus de 9% de l'emploi salarié total. La construction, l'hébergement médico-social sont devenus créateurs d'emploi depuis 2003 et rassemblent respectivement 10% et 12% de l'emploi total.

Avec le recul de l'activité économique, l'emploi s'est orienté à la baisse dès le deuxième trimestre 2008 en touchant en premier lieu les services. L'emploi dans l'industrie a chuté à partir du premier trimestre 2009 avec 90 emplois de moins suivi de près par les services puis la construction. Les effets se sont concentrés sur l'intérim, principale variable d'ajustement de l'emploi à l'activité économique.

Le **pays Plaine de Saône Vingeanne** a été sévèrement touché par la hausse du nombre de demandeurs d'emploi si l'on compare les situations de 2003, 2008 et 2009. La tension exercée sur le nombre de demandeurs est très élevée entraînant une hausse de demandeurs d'emploi égale à 25% entre fin 2008 et la fin 2009. De plus, le pays comptait 1 600 demandeurs d'emploi à la fin 2003 et atteint 1 750 personnes six ans plus tard, soit une progression de 10,3%. Les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B ou C représentaient à la fin 2009, 10,4% de la population active. Les familles professionnelles sont les plus touchées dans les domaines de la construction, du commerce et de la gestion - administration.

Le secteur de l'industrie en panne dans le pays Châtillonnais

Dans le **pays Châtillonnais**, l'industrie prédominait en 2003 mais a progressivement perdu une grande partie de ses emplois. Dans le même temps, les activités de services se sont développées. Le tissu économique du canton de Châtillon-sur-Seine est assez bien diversifié et apparaît comme l'un des cantons de Haute-Côte-d'Or où l'emploi y est le moins concentré dans certains secteurs d'activités. La crise a freinée la croissance des activités de construction alors que les pertes d'emploi dans le travail du bois, la fabrication de meubles, la fabrication de produits métalliques et d'autres industries extractives se sont accélérées. Aussi, le commerce voit ses effectifs diminuer et compte dorénavant autant de salariés qu'en 2007.

Les tensions sur le marché du travail s'accroissent : la situation des demandeurs d'emploi à fin 2009 se dégrade et le nombre de demandeurs d'emploi est passé de 1 000 personnes en 2003 à 1 200 six ans plus tard, soit une hausse de 14%.

L'indicateur de chômage estimé fait parti des taux les plus élevés du département.

En 2009, l'ensemble des secteurs d'activité ont été ébranlés par la crise sur l'ensemble des communes hors agglomération de Beaune

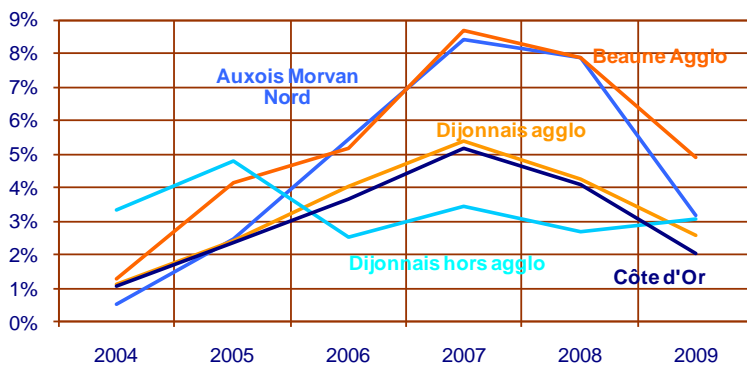
Les emplois **hors agglomération de Beaune** sont particulièrement regroupés sur des activités de services qui ont globalement stabilisé leurs effectifs mais qui s'est traduit par une forte contraction de l'intérim depuis 2008.

L'apparition de la crise a fortement dégradé la situation des activités de travail du bois, de commerce de gros, des activités de postes et de courrier qui ont vu leurs effectifs baisser à partir de l'année 2007.

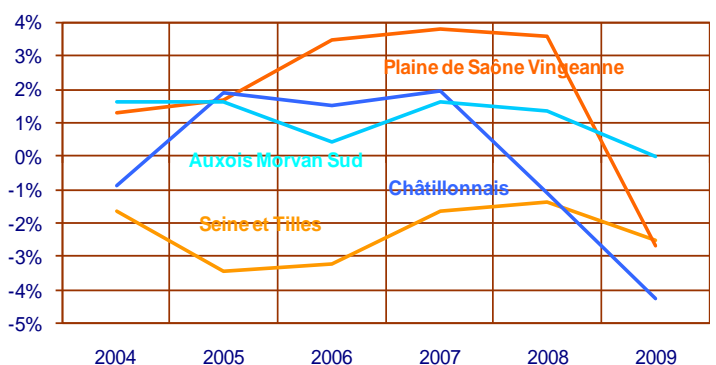
Aussi, le nombre de demandeurs d'emploi sur les communes hors agglomération de Beaune s'est rapidement développé comparativement au reste du territoire. En un an le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru de 24,3% mais n'a pas encore rattrapé son niveau de 2003 contrairement à d'autres territoires.

Les évolutions de l'emploi par territoire comparées à 2003

Malgré la crise l'emploi a progressé sur certains territoires de Côte-d'Or comparativement à 2003



Dans les zones rurales, la crise a gommé la croissance de l'emploi entre 2003 et 2007



Lecture du graphique : par rapport à 2003, dans l'agglomération de Beaune, l'emploi a crû de 8,7% en 2007 et de 4,9% en 2009

L'emploi dans quelques agglomérations du Grand Est

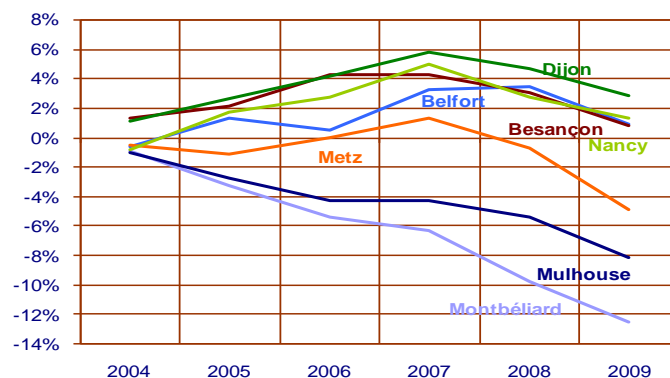
Sur les six dernières années, la croissance des effectifs salariés a été plus forte dans l'agglomération dijonnaise

Agglomération	Effectif 2009 (milliers)
Dijon	121,7
Nancy	106,1
Mulhouse	89,2
Metz	80,1
Besançon	65,6
Montbéliard	46,8
Belfort	31,6

Source : Acoess - Urssaf

Malgré la crise, l'emploi dans les agglomérations de Dijon, Belfort, Besançon et Nancy a progressé par rapport à 2003.

Ces agglomérations ont bénéficié de la conjoncture favorable entre 2003 et 2007 pour se développer. Les territoires plus industriels pâtissent d'une restructuration en profondeur de l'appareil productif dès 2003. Les agglomération de Mulhouse et de Montbéliard sont particulièrement affectées.



Note méthodologique

Les **employeurs du Régime général de Sécurité Sociale** déclarent leurs cotisations sociales aux URSSAF à l'aide du Bordereau Récapitulatif des Cotisations (BRC).

Le **champ de l'étude** porte sur l'ensemble des établissements du secteur privé (y compris l'éducation et la santé relevant du secteur concurrentiel, hors salariés de particuliers employeurs) et comprend également les établissements de la santé publique. Le domaine de la santé est ainsi couvert en totalité.

L'**effectif salarié** déclaré par l'entreprise sur son BRC correspond à son effectif en fin de trimestre. Chaque salarié faisant parti de l'établissement au dernier jour du trimestre compte pour un, quelle que soit sa durée d'emploi durant le trimestre. Cet effectif fait l'objet de contrôles de qualité (courrier de relance lorsque l'effectif est omis, contact téléphonique au besoin).

Les **demandeurs d'emploi** sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi, les statistiques sur les demandeurs d'emploi étant construites à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi.

La **catégorie A** représente les personnes en recherche active, disponibles et sans emploi

La **catégorie B** représente les personnes en recherche active occupant une activité réduite courte (<78h)

La **catégorie C** représente les personnes en recherche active occupant une activité réduite longue (>78h)

La **catégorie D** représente les personnes sans obligation de recherche active d'emploi et non immédiatement disponibles (maladie, formation, ...)

La **catégorie E** représente les personnes en recherche active et occupe une activité réduite longue (> 78h) : personne pourvue d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi : contrat aidé, ...

Les **données brutes** décrivent à un instant t (31 décembre de l'année n) le stock de demandeurs d'emploi ou encore la situation de l'effectif salarié des entreprises du secteur privé (y compris la fonction publique hospitalière). Attention, les données ne sont pas corrigées des variations saisonnières. Les statistiques calculées donnent une photographie à un moment donné du nombre de salariés et du stock de demandeurs d'emploi.

Le bilan fournit une comparaison entre plusieurs situations : 2003, 2008 et 2009. L'année 2003 a été retenue afin de réaliser une mesure homogène des effets de la crise sur l'ensemble des territoires. Avec le retournement conjoncturel de la fin 2001, l'emploi baisse pour atteindre un point bas en 2003. L'emploi progresse ensuite jusqu'à l'arrivée de la crise en 2008.

La comparaison avec l'année 2003 permet d'évaluer l'ampleur des pertes d'emplois au regard des gains réalisés durant la période de croissance 2003-2007.

Les **indicateurs** : la variation annuelle correspond au taux d'évolution (en %) obtenu en rapportant le stock de demandeurs d'emploi atteint au 31 décembre à celui du même mois de l'année précédente. De même, la variation annuelle fournit l'évolution de l'effectif salarié (en pourcentage) entre une année et l'année précédente.

Du zonage le plus fin vers le plus agrégé

Zonage 1	Zonage 2	Zonage 3
Dijonnais agglomération	Dijonnais	MDEF Bassin Dijonnais (1)
Dijonnais hors agglo.		
Plaine de Saône	Plaine de Saône	
Seine-et-Tilles	Seine-et-Tilles	MDEF Haute Côte-d'Or
Châtillonnais	Châtillonnais	
Auxois morvan nord	Auxois morvan	
Auxois morvan sud	côte d'orien	
Beaunois agglo.	Beaunois	Beaunois
Beaunois hors agglo.		

(1) Quelques communautés de communes du Dijonnais hors agglomération ne sont pas rattachées à la zone MDEF Bassin dijonnais. Elle est ainsi un peu moins large que la somme des territoires de niveau 1 ou de niveau 2 correspondant. Elle représente cependant 97% de l'emploi de ces territoires.